

La « Note semestrielle de conjoncture » est un document de synthèse de l'enquête d'opinion réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 500 chefs d'entreprises. Elle présente d'abord la situation générale de la conjoncture internationale, sous-régionale et nationale, avant d'analyser les tendances ressenties par les opérateurs économiques en termes d'activités passées et de perspectives.

A. CONJONCTURE INTERNATIONALE, SOUS-REGIONALE ET NATIONALE

1. Au plan international

L'activité économique mondiale au premier semestre 2010 s'est révélée plus forte qu'escomptée et a conduit à une révision à la hausse de la croissance économique. Le PIB mondial en 2010 atteindrait une croissance de +4,6% contre une prévision de +4,2%. Ce niveau très largement au-dessous de la croissance de -0,6% enregistrée en 2009 a été meilleur que prévu grâce aux mesures de soutien qui ont été prises par les gouvernements et les autorités monétaires des pays développés dès le premier trimestre 2009 et au dynamisme économiques des pays émergents, notamment le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

Aux Etats-Unis, le PIB a progressé de +2,4% au deuxième trimestre 2010, après un bond de +3,7% lors des trois premiers mois de l'année. Cette performance est légèrement moins bonne que celle qui était attendue par les économistes. Ceux-ci tablaient en moyenne sur une hausse de +2,5% de l'activité entre les mois d'avril et de juin. L'activité économique dans son ensemble continue de profiter de la mise en œuvre des mesures de relance.

La zone Euro a connu au premier semestre 2010 une modeste amélioration de sa situation économique comparativement au deuxième semestre de 2009 : environ +1%. Essentiellement tirée par le commerce extérieur qui bénéficie du dévissage de la monnaie européenne vis-à-vis du dollar, l'activité économique sur l'ensemble de l'année 2010 devrait être modérée à +1%, en rapport avec la faiblesse de la demande interne.

Dans les pays émergents, l'activité économique a été robuste et s'est confortée sous l'effet de la demande intérieure et de la reprise des exportations. L'économie la plus dynamique de ces pays à savoir celle de la Chine a affiché une croissance de +11,1% au premier semestre 2010 par rapport à la même période de l'année dernière. Les investissements étrangers directs ont augmenté de +19,6% atteignant 51,43 milliards de dollars.

Au premier semestre 2010, l'inflation a baissé dans la plupart des économies avancées. Aux Etats-Unis, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa tendance baissière et s'est établie à environ +1,1%. Dans la zone euro, l'inflation totale est ressortie à +1,4 %, en glissement annuel, en juin 2010, du fait notamment de la faiblesse de la demande des ménages, déprimée par les mesures d'austérité budgétaire. Au Japon, le phénomène de la déflation observé depuis plus d'un an persiste toujours, mais le rythme du recul des prix à la consommation s'atténue progressivement.

2. Au plan sous-régional

Au cours du premier semestre de 2010, la conjoncture économique au sein des pays de la zone UEMOA s'est améliorée comparativement à la même période de l'année 2009, en raison de la bonne reprise de l'économie mondiale et de la bonne tenue de l'activité économique dans le commerce et les services marchands.

Dans le commerce, l'indice du chiffre d'affaires est ressorti à +6,1% en Côte d'Ivoire, à +5,9% au Niger et à +9,6% au Sénégal. L'indice de production industrielle est quant à lui ressorti à -7% en Côte d'Ivoire, à -6,8% au Sénégal et +33,4% au Bénin. Concernant l'indice

synthétique dans les services marchands, il était en hausse de 22,9% au Niger, 12,8% au Togo et en baisse de 0,9% au Bénin.

Pour l'année 2010, l'objectif de +3,8% de taux de croissance pourrait être largement dépassé dans la perspective d'excellentes campagnes agricoles dans la plupart des pays de l'Union.

Concernant l'inflation dans la zone UEMOA, la tendance des prix à la consommation est restée en hausse, en juin 2010, comparativement à la même période en 2009. Projetée à +1,6%, à fin 2010, l'inflation totale de la zone est ressortie à +1,7% en fin juin 2010. Les prévisions d'inflation sont principalement calées sur les anticipations de hausse des prix des produits alimentaires, particulièrement les céréales. Toutefois, des disparités sont observées entre les pays de l'Union, même si les écarts se réduisent progressivement.

3. Au plan national

Au premier semestre 2010, l'activité économique au Burkina Faso a globalement été marquée par la baisse de certains indicateurs comparativement à la même période de 2009. Il s'agit de la production manufacturière qui a enregistré un repli +32,4% et de l'activité commerciale, avec une baisse de -10% de l'indice du chiffre d'affaires. Pour la fin d'année, il est attendu une croissance de l'activité économique de l'ordre de +5,2% contre +3,2% en 2009.

En glissement annuel, le taux d'inflation s'est situé à +0,7% contre +0,2% en juin 2009. Ce rythme de progression des prix est dû à l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, des prix de la fonction « Communication » et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ».

Au deuxième trimestre 2010, les exportations ont augmenté de 10,4% comparativement au premier trimestre de la même année. Elles ont augmenté de 36,4% par rapport au second trimestre 2009. Cela s'explique principalement par la hausse des exportations d'or (+93,7%). Les importations, tirées par les hydrocarbures ont cru de +22,2% et de +7,1% respectivement par rapport au 1^{er} trimestre de 2010 et au 2^e trimestre de 2009. Cette situation s'explique par l'augmentation des importations d'hydrocarbures, celles des autres produits ayant connu des baisses.

Références bibliographiques

- 1) BNP Paribas, Ecoflash, n° 10-325 du 13 août 2010, <http://economic-research.bnpparibas.com>
- 2) FMI, perspectives de l'économie mondiale, juillet 2010, <http://www.imf.org>
- 3) BCEAO, Note de conjoncture, 2^{ème} trimestre 2010, <http://www.bceao.int>
- 4) BCEAO, Bulletin mensuel de la conjoncture économique dans l'UEMOA à fin juillet 2010, (août 2010), <http://www.bceao.int>
- 5) UEMOA, Rapport semestre d'exécution de la surveillance multilatérale, juin 2010, <http://www.uemoa.int>
- 6) Ministère de l'économie et des finances, Note de conjoncture du 2nd trimestre 2010, n°9, juillet 2010.

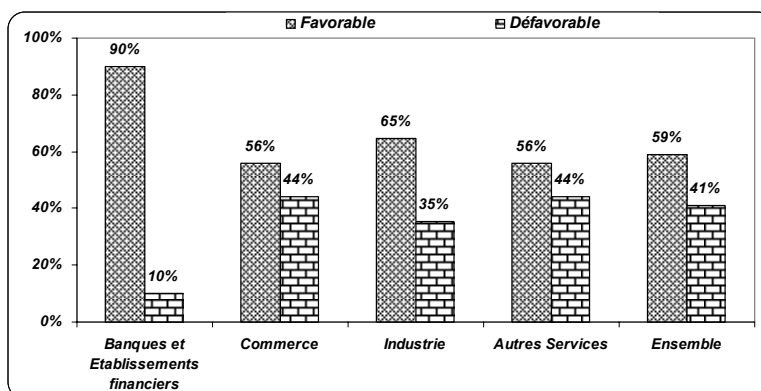
B. SYNTHÈSE DE L'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

Cette partie donne les principaux résultats de l'enquête d'opinion réalisée auprès des ressortissants de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso au plan national du 09 au 28 août 2010 et concerne les catégories professionnelles : Commerce, Industrie, Banques et Etablissements financiers et Autres Services.

1. SITUATION D'ENSEMBLE

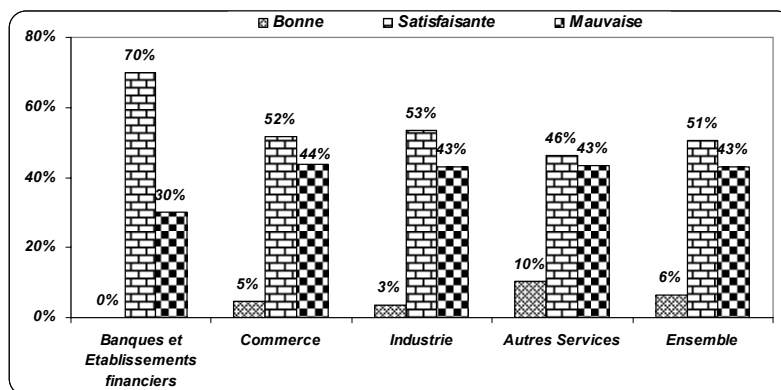
Le climat des affaires

Pour 59% des chefs d'entreprises interrogés, le climat des affaires est favorable à l'exercice de leur activité. Cette opinion est plus exprimée au niveau des banques et établissements financiers par 90% des chefs d'entreprises.



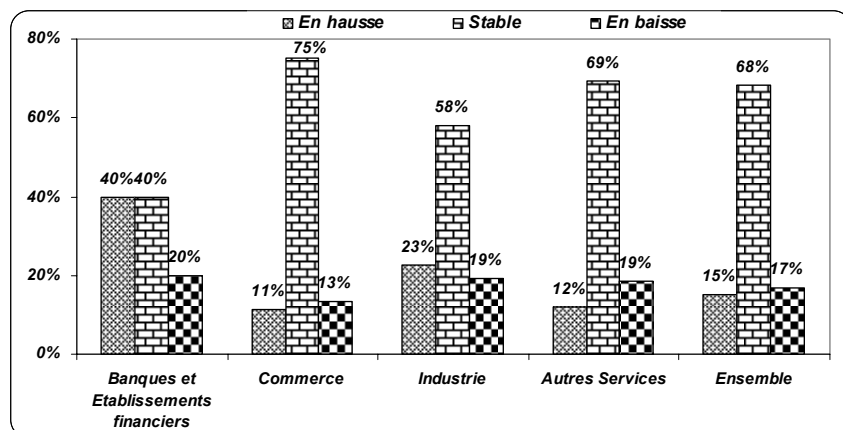
La trésorerie

51% des entreprises enquêtées jugent la trésorerie actuelle de leur entreprise satisfaisante. Cependant pour 43% d'entre elles, elle est mauvaise.

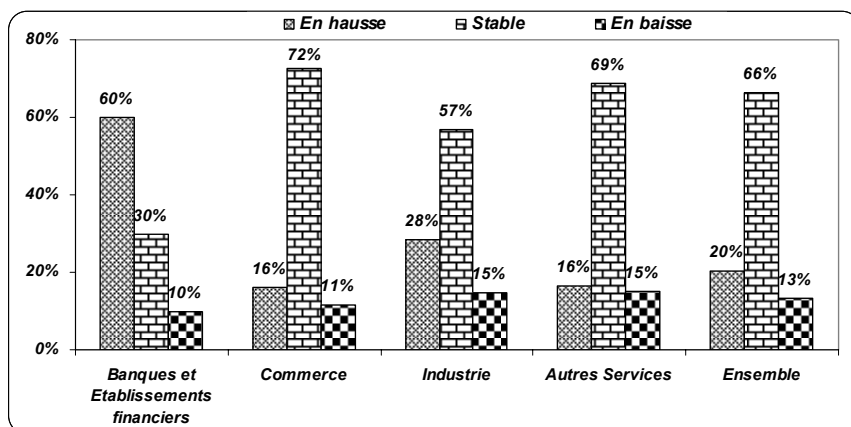


L'emploi

Au premier semestre de 2010, plus de 2/3 (68%) des chefs d'entreprises ont maintenu leur effectif salarié constant. Cependant 17% d'entre eux ont procédé à des réductions d'effectif contre 15% qui ont procédé à des hausses. Dans le secteur bancaire et financier, 40% d'entre eux ont procédé à une hausse de leur personnel salarié tandis que 40% l'ont maintenu constant.

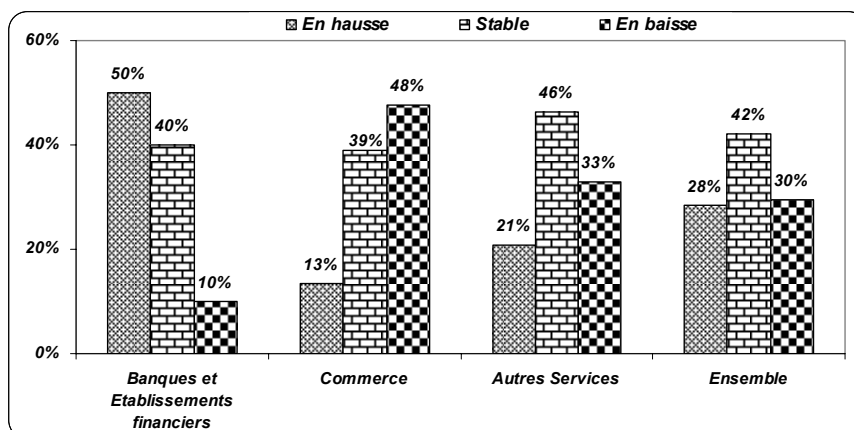


Le second semestre devrait être marqué par une hausse du personnel dans tous les secteurs d'activités, particulièrement pour le secteur bancaire et financier où la tendance du premier semestre devrait se maintenir avec 60% d'intentions de recrutement de personnels.



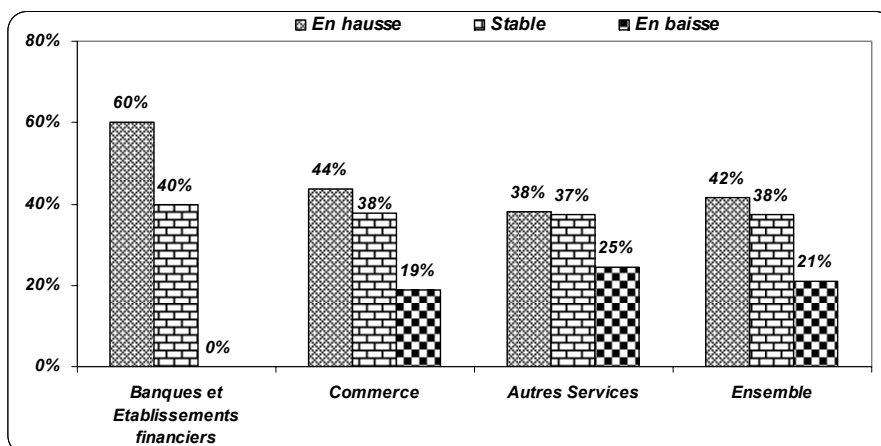
Le chiffre d'affaires

Pour 42% des chefs d'entreprises du commerce, des services et des banques et établissements financiers, le chiffre d'affaires est ressorti stable au premier semestre. Il était cependant en hausse pour 50% des établissements de crédits et en baisse pour près de la moitié (48%) des entreprises du commerce.



Selon les prévisions des chefs d'entreprises du commerce, des banques et établissements financiers et des services, le second semestre devrait être meilleur que le premier semestre en termes d'évolution du chiffre d'affaire. 42% d'entre eux s'attendent à une hausse de leur

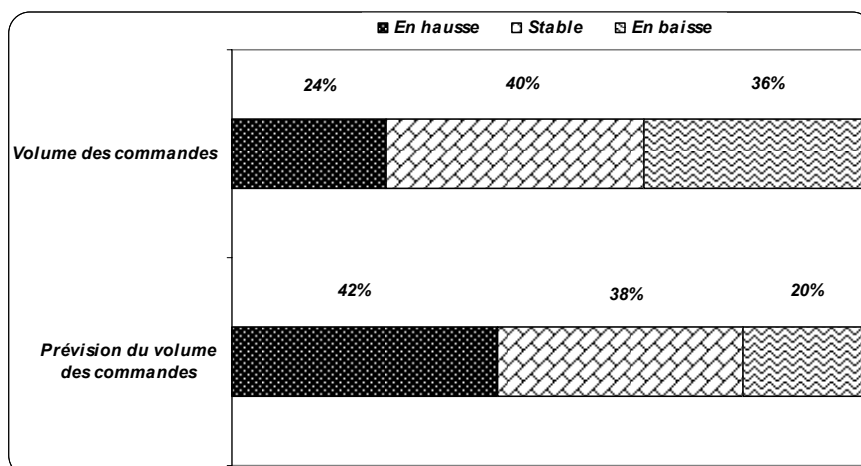
chiffre d'affaires et 38% espèrent une stabilité de celui-ci. De l'avis de 60% des chefs d'entreprises du secteur bancaire et financier une hausse du chiffre d'affaire est attendue au second semestre.



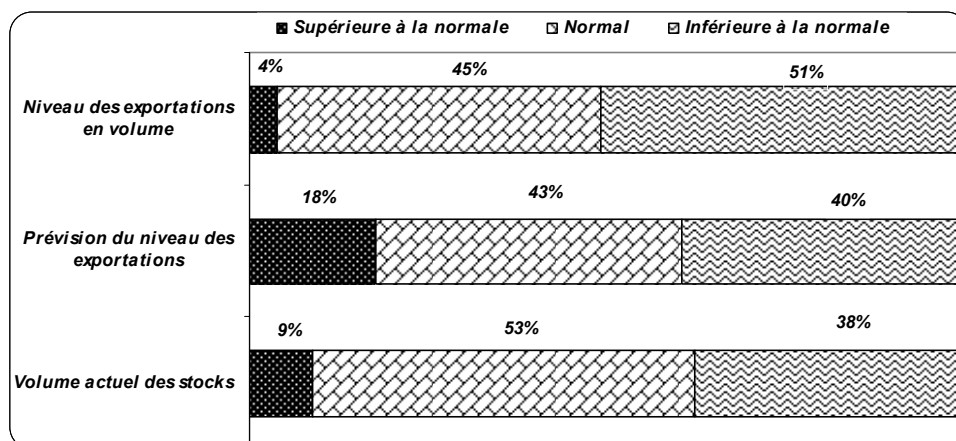
2. COMMERCE

Pour 40% des commerçants, le volume des commandes passées aux fournisseurs est resté stable tandis qu'il était en baisse pour 36% d'entre eux au premier semestre. La situation devrait connaître une nette amélioration au second semestre de 2010 car 42% des commerçants prévoient une augmentation du volume de leurs commandes contre 24% seulement qui avaient constaté une hausse du volume des commandes passées aux fournisseurs au premier semestre.

Concernant le volume actuel de leur stock, 53% des commerçants l'estiment normal. Ce qui pourrait expliquer le non recours à d'autres commandes d'où le constat fait sur le volume des commandes passées aux fournisseurs au cours des six premiers mois de 2010.



Quant aux exportations, il faut noter qu'elles sont effectuées par 54% des commerçants. Pour plus de la moitié (51%) d'entre eux, le niveau actuel de leur exportation est inférieur à la normale tandis qu'il était normal pour 45% des commerçants. Le second semestre sera marqué par une hausse du niveau des exportations en volume pour 18% des commerçants tandis qu'elle devrait encore baisser pour 40% d'entre eux.



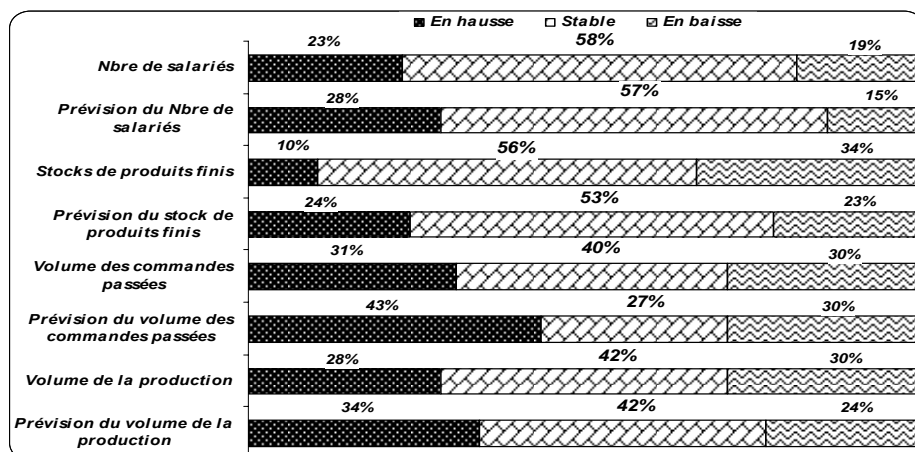
3. INDUSTRIE

Pour 42% des industriels, le volume de la production était stable et en baisse pour 40% d'entre eux. Le second semestre devrait connaître une amélioration en ce sens que 34% d'entre eux s'attendent à une hausse de leur volume de production alors qu'ils n'étaient que 28% à constater une hausse du volume de leur production au premier semestre.

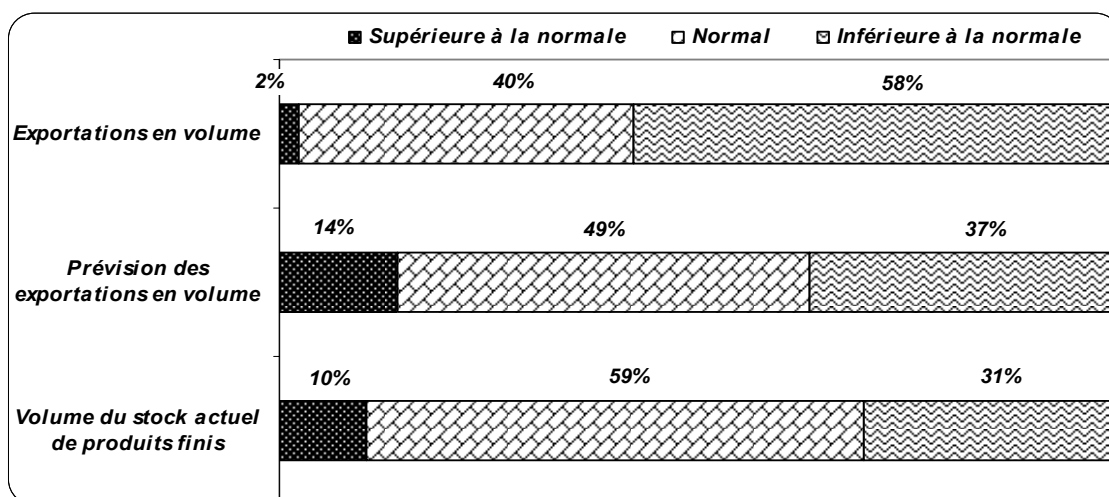
Aussi, de l'avis de 56% des chefs d'entreprises du secteur de l'Industrie, le stock des produits finis était stable. Alors qu'il était en hausse pour seulement 10% des industriels, cette tendance devrait s'améliorer au second semestre pour 24% d'entre eux qui s'attendent à une hausse tandis que 53% comptent le maintenir constant.

Le volume des commandes passées aux fournisseurs était quand à lui en hausse pour près d'un tiers (31%) des chefs d'entreprises. Cette hausse devrait se répéter au second semestre pour 43% d'entre eux.

Aussi, pour 59% des industriels le volume du stock actuel de produits finis est normal.

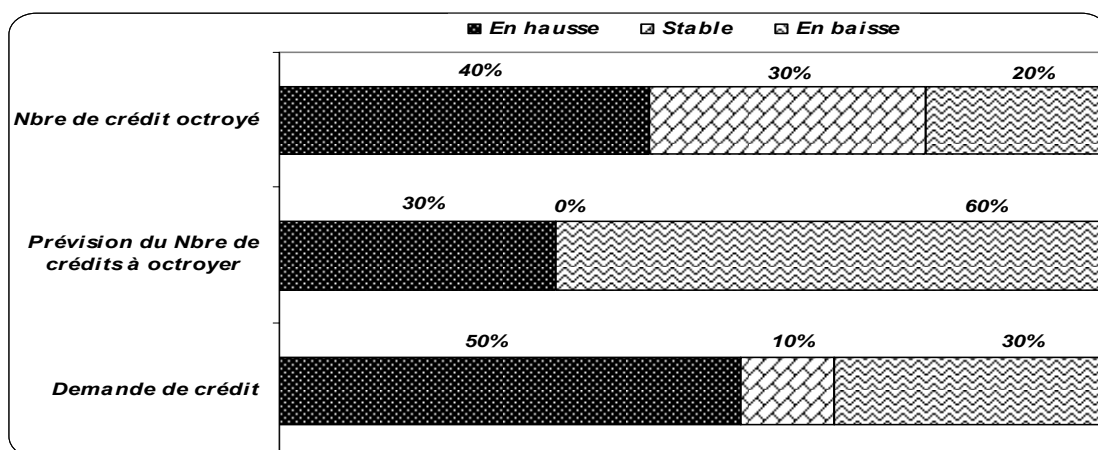


52% des chefs d'entreprises interrogés sont concernés par l'exportation. Plus de la moitié (58%) d'entre eux estiment le volume de leurs exportations inférieur à la normale. Cette tendance devrait connaître un redressement au second semestre pour 14% d'entre eux qui espèrent exporter un volume supérieur à la normale et 49% d'entre eux qui espèrent exporter un volume normal.



4. BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

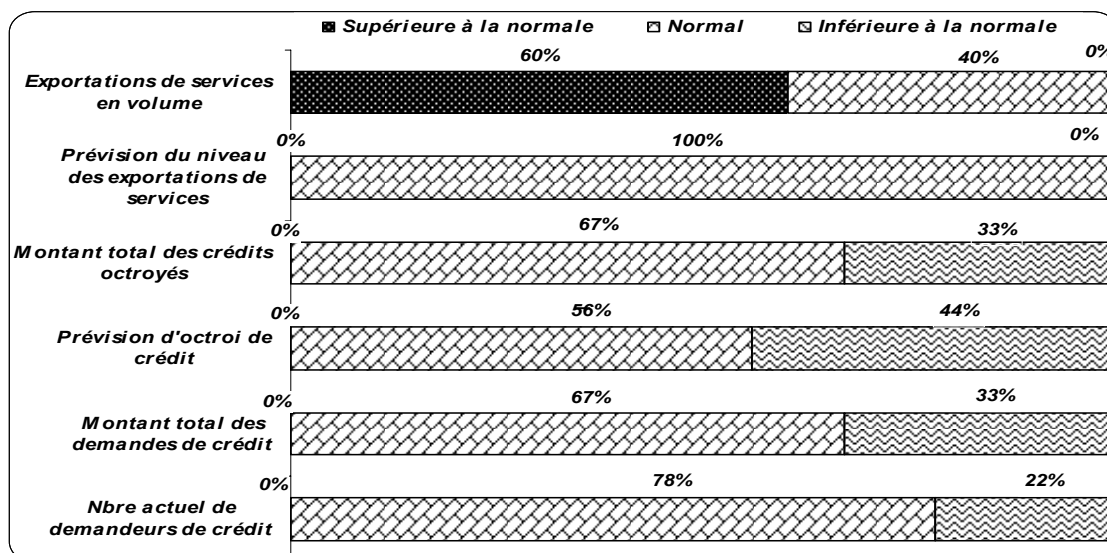
Pour la moitié des chefs d'entreprises des banques et établissements financiers, les demandes de crédits étaient en hausse. Cet état des faits a conduit 40% d'entre eux à procéder à une hausse du nombre de crédit octroyé au cours du premier semestre. Cette tendance ne devrait pas se maintenir au second semestre car ils sont 60% les chefs d'entreprises qui prévoient baisser le nombre de crédit à octroyer.



Aussi pour 78% des chefs d'entreprises du secteur, le nombre actuel de demandeurs de crédit est supérieur à la normale et pour 2/3 d'entre eux le montant total des demandes de crédits reçues était supérieur à la normale.

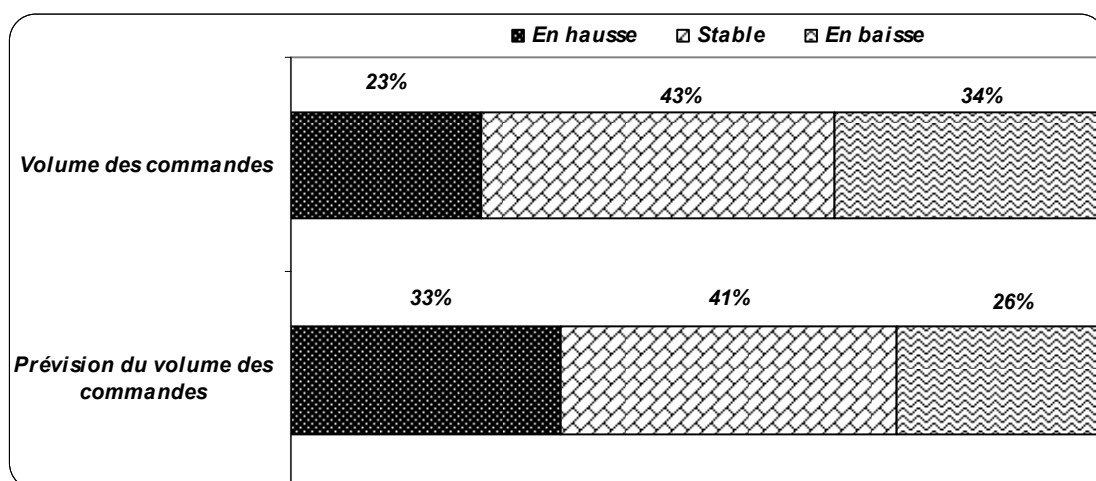
Quant au montant actuel des crédits octroyés, il demeure supérieur à la normale pour 2/3 d'entre eux. Cependant 56% des banques et établissements financiers prévoient encore octroyer des crédits au second semestre.

50% des banques et établissements financiers sondés exportent des services. Les exportations de services en volume étaient supérieures à la normale pour 60% d'entre eux. Cependant pour le dernier semestre de 2010, les exportations de services devraient être inférieures à la normale pour l'ensemble des entreprises.

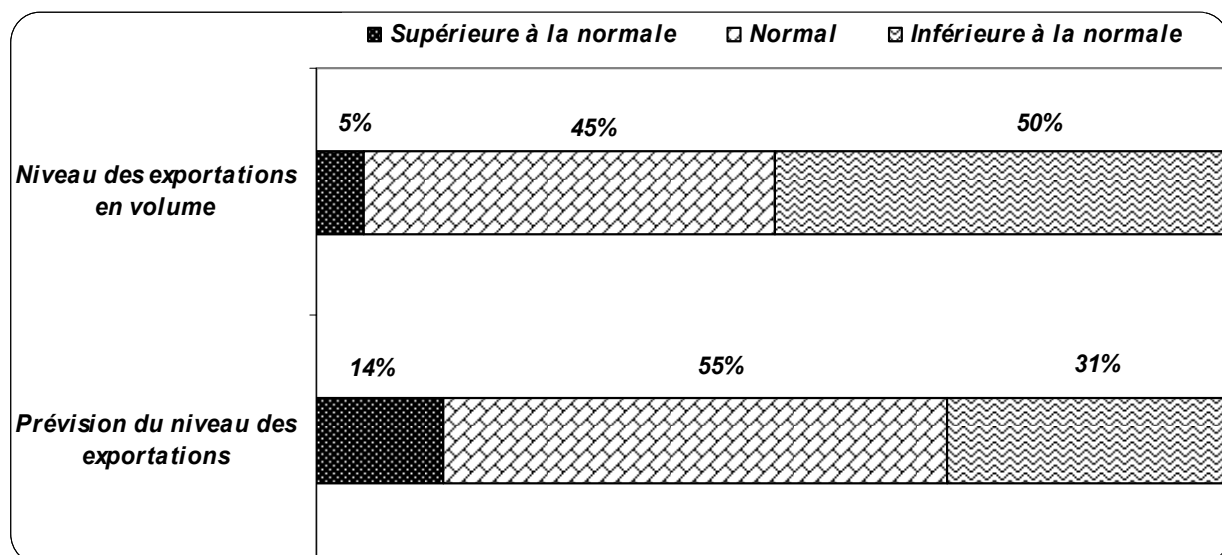


5. AUTRES SERVICES

Au premier semestre de 2010, le volume des commandes passées par les chefs d'entreprises du secteur des services était stable pour 43% d'entre eux. Aussi, pour près d'un quart (23%) d'entre eux, ce volume était en hausse. Cette tendance devrait se maintenir au second semestre pour plus d'un tiers (33%) des chefs d'entreprises.



43% des entreprises de services interrogées sont concernées par l'exportation de service (Prestation des services à l'extérieur). A ce titre, le niveau des exportations de services était inférieure à la normale pour 50% d'entre eux et stable pour 45% d'entre eux au premier semestre.



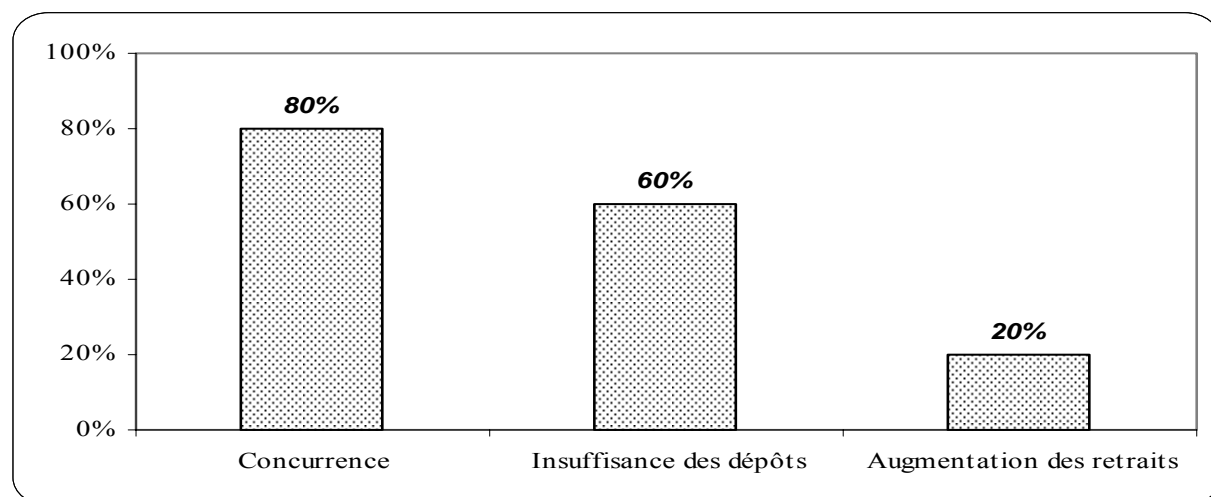
6. PRINCIPALES CONTRAINTES AU 1^{er} SEMESTRE

Pour respectivement 80%, 45%, 45% et 59% des chefs d'entreprises des Banques et établissements financiers, des Industries, du Commerce et des Autres Services, la concurrence (concurrence déloyale) est un facteur limitant les possibilités d'amélioration du niveau d'activités.

Alors que 2/3 des banques et établissements financiers estiment le montant actuel des crédits octroyés supérieur à la normale et que 56% d'entre eux prévoient encore octroyer des crédits, il faut noter que respectivement 46%, 43% et 41% des chefs entreprises du Commerce, de l'Industrie et des Autres Services estiment avoir des difficultés d'accès au crédit bancaire.

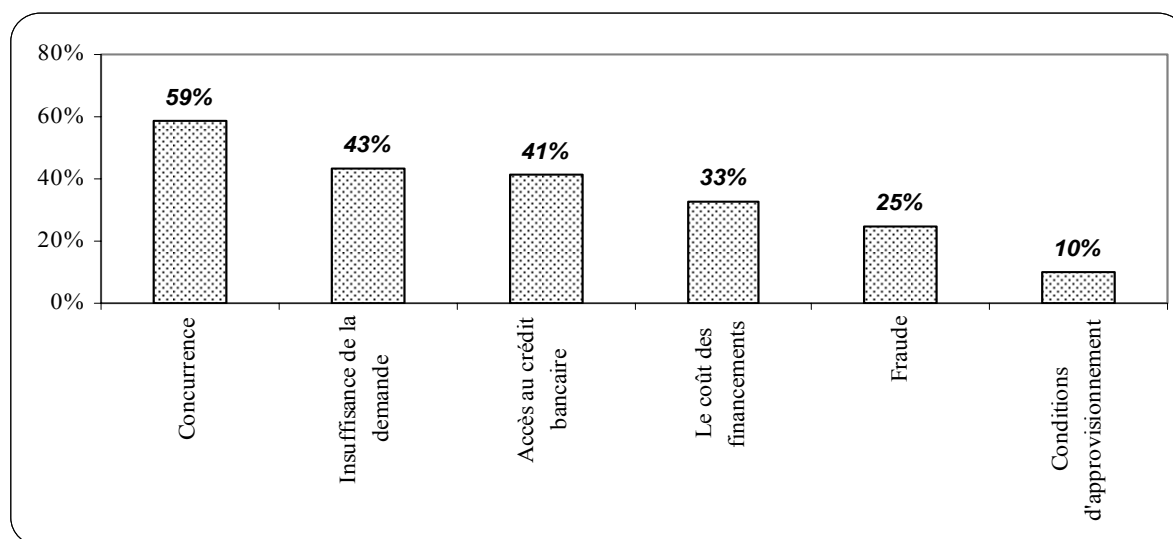
L'insuffisance de la demande est aussi évoquée respectivement par 46%, 39% et 43% des chefs d'entreprises du Commerce, de l'Industrie et des Autres Services.

Banques



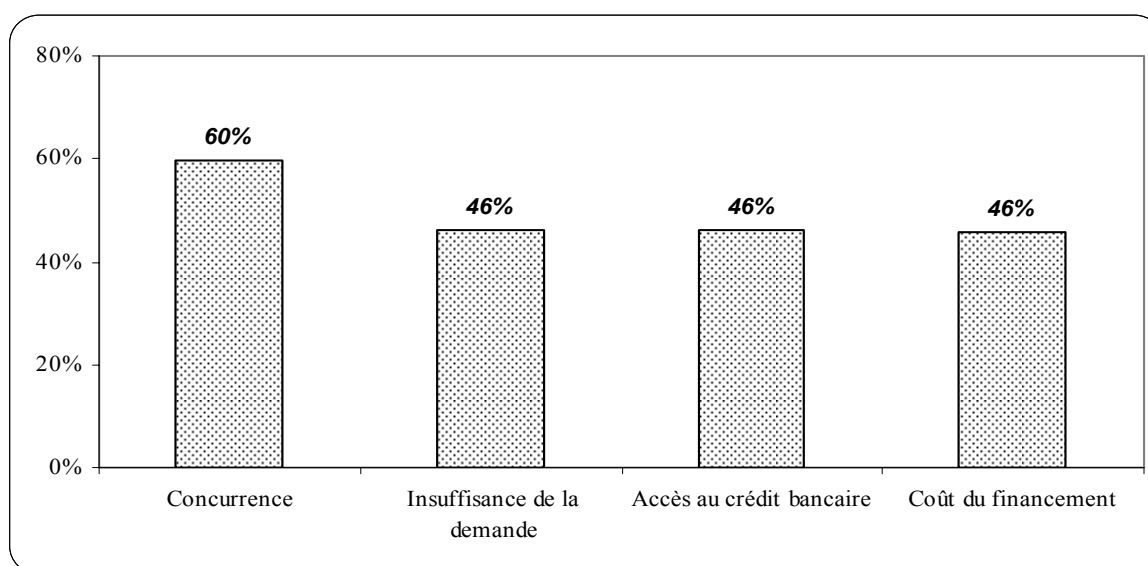
Dans le secteur bancaire et financier, l'insuffisance des dépôts et l'augmentation des retraits apparaissent comme des facteurs limitant les possibilités d'amélioration de l'activité bancaire et financière pour respectivement 60% et 20% des chefs d'entreprises.

Services



Au niveau des Autres Services, la fraude et les difficiles conditions d'approvisionnements en matières premières (enclavement des zones d'approvisionnement) sont citées respectivement par 25% et 10% des chefs d'entreprises comme des facteurs limitant les possibilités d'amélioration de leurs activités.

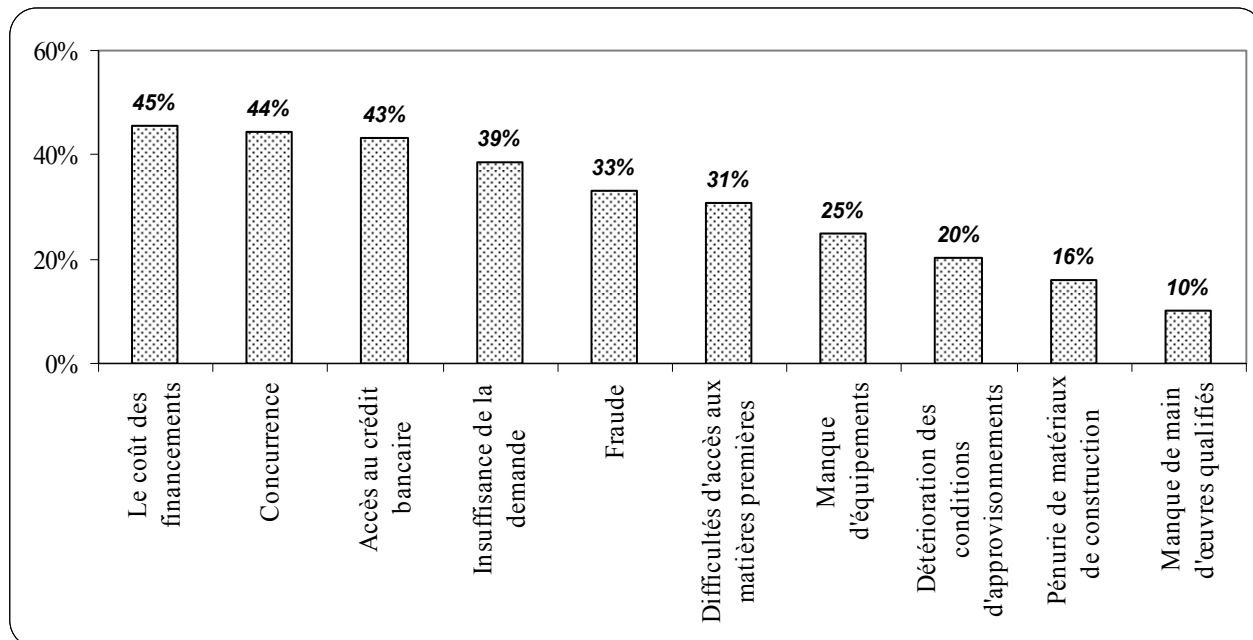
Commerce



Concernant le Commerce ; la concurrence, l'insuffisance de la demande, l'accès au crédit bancaire et le coût élevé du financement sont évoqués par respectivement 60%, 46%, 46% et 46% des chefs d'entreprises.

Industrie

Dans le secteur Industriel, le coût élevé des financements, la fraude, et les difficultés d'accès aux matières premières (enclavement des zones d'approvisionnement) demeurent dans l'ordre décroissant les principales contraintes à l'amélioration des activités du secteur en plus des facteurs déjà cités. La rareté des ressources financières ainsi que le manque d'infrastructures expliqueraient en outre le coût élevé de production.



METHODOLOGIE D'ECHANTILLONNAGE

La méthodologie de sondage utilisée est celle des quotas. La sélection de l'échantillon a été faite en respectant la structure du **Fichier NERE (Fichier National des Entreprises et Regroupements d'Entreprises du Burkina)** en termes de nombre de salariés, de chiffres d'affaires, de catégories professionnelles, d'activités principales exercées et de localisation géographique.

Sur les **500 entreprises** contactées, **381** ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de **76%**.

Tableau 1 : Taux de réponse (T.R) par catégorie professionnelle et par section territoriale

Section territoriale	Centre (Ouagadougou)		Centre-Ouest (Koudougou)		EST (Koupèla, Pouytenga)		NORD (Ouahigouya)		OUEST (Bobo, Dédougou, Banfora, Gaoua)		Taux de réponse
	Réalisation	T.R	Réalisation	T.R	Réalisation	T.R	Réalisation	T.R	Réalisation	T.R	
Commerce	75	67%	13	100%	9	64%	10	83%	42	78%	73%
Industrie	51	74%	5	100%	3	100%	3	100%	26	74%	77%
Autres Services	74	80%	14	100%	0	0%	10	100%	36	95%	82%
Banques	10	63%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	59%
Total	210	72%	32	100%	12	48%	23	92%	104	81%	76%

Tableau 2 : Taux de réponse par catégorie professionnelle

CATEGORIE	ACTIVITE PRINCIPALE RECODEE	Echantillon de base	Réalisations	Taux de réponse
COMMERCE	Commerce de céréales	17	12	71%
	Commerce de matériaux de construction	41	15	37%
	Commerce de produits alimentaires et boissons	57	37	65%
	Autres commerce	90	85	94%
	Total COMMERCE	205	149	73%
INDUSTRIE	Industrie Agroalimentaires	24	19	79%
	Industrie de construction (BTP, travaux d'infrastructures générales)	44	37	84%
	Industries minières et extractives	6	3	50%
	Autres industries	41	29	71%
	Total INDUSTRIES	115	88	77%
SERVICES	Agences de conseils et d'études	34	21	62%
	Hôtels et restaurants	31	31	100%
	Technologies de l'information et de la communication	31	22	71%
	Transports et Transit	22	15	68%
	Secteur financier	17	10	59%
	Autres services	45	45	100%
	Total SERVICES	180	144	80%
Total général		500	381	76%

Nos remerciements à toutes les entreprises qui ont bien voulu répondre à cette enquête.